

L'Algérie appelle la communauté internationale à interdire les robots tueurs

L'Algérie fait partie des 30 pays qui militent pour une interdiction des robots tueurs par la communauté internationale, a révélé lundi l'Organisation non gouvernementale américaine de défense des droits de l'homme [Humain Right Watch \(HRW\)](#), dans un rapport intitulé '[Stopper les robots tueurs](#)'.

L'ONG précise que l'Algérie a participé à toutes les réunions organisées depuis 2013, sur la question des robots tueurs.

''L'Algérie a appelé à l'interdiction l'acquisition, la conception, le développement, les essais, le déploiement, le transfert et l'utilisation de systèmes d'armes létales autonomes par le biais d'un instrument international juridiquement contraignant'', a fait savoir l'organisation. Elle ajoute que l'Algérie a mis en garde contre les conséquences de ces armes sur la paix et la stabilité dans le monde.

L'Algérie recommande que le concept de contrôle humain significatif soit au centre des négociations sur les robots tueurs.

La pandémie de Covid-19 a contraint à l'annulation de la première réunion de 2020 sur les robots tueurs, qui était censée s'ouvrir le 10 août au siège des Nations Unies à Genève.

La Campagne contre les robots tueurs est une coalition de plus de 160 organisations non gouvernementales réparties dans 65 pays, qui s'efforce d'obtenir l'interdiction à titre préventif des armes totalement autonomes et de conserver un certain degré de contrôle humain sur le recours à la force.

D'après HRW un petit nombre de puissances militaires – notamment la Russie et les États-Unis – ont bloqué les progrès vers une réglementation, tout en investissant massivement dans les applications militaires de l'intelligence artificielle et en développant des systèmes d'armes autonomes aériennes, terrestres et maritimes.

Les 30 États qui appellent déjà à une interdiction des robots tueurs sont: l'Algérie, l'Argentine, l'Autriche, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Chine (qui souhaite interdire seulement leur utilisation), la Colombie, le Costa Rica, Cuba, Djibouti, l'Équateur, El Salvador, l'Égypte, le Ghana, le Guatemala, l'Irak, la Jordanie, le Maroc, le Mexique, la Namibie, le Nicaragua, le Pakistan, l'État de Palestine, le Panama, le Pérou, l'Ouganda, le Saint-Siège, le Venezuela et le Zimbabwe.